



BILAN DE DOHA

La suite du Protocole de Kyoto pour 2013-2020 (AWG-KP), la fin des négociations sur l'action concertée (AWG-LCA) et les perspectives offertes par la Plateforme de Durban (ADP)



SOMMAIRE



1. CONTEXTE : DOHA, LA FIN D'UN CYCLE

2. AWG-KP : DES RESULTATS MITIGES

3. KYOTO POST-2012 : LE COMPTE N'Y EST PAS

4. AWG-LCA : BILAN

5. ADP : PERSPECTIVES

La fin d'un cycle de négociations



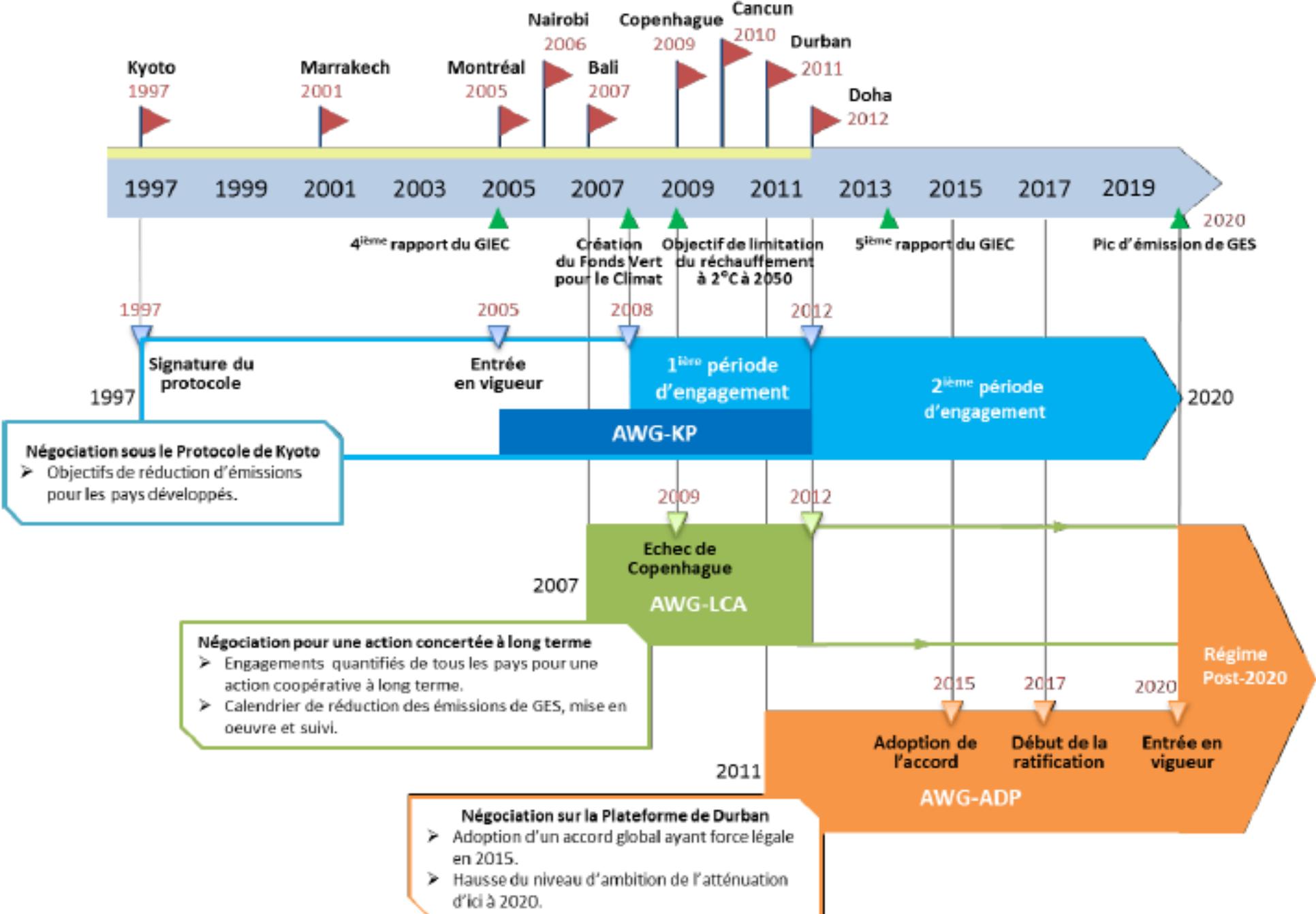
COP15 de Copenhague, 2009 : le grand rendez-vous raté...COP16 de Cancun, 2010 : maintien des discussions multilatérales...COP17 de Durban, 2012 : optimisme prudent...**COP 18 de Doha, 2011 : la fin d'un cycle laborieux !**

Clôture de l'AWG-KP sur les futurs engagements contraignants des pays développés lancé 7 ans avant, lors de la COP11 de Montréal, 2005

Clôture de l'AWG-LCA sur la collaboration de long-terme entre tous les pays, développés et en développement, lancé 5 ans avant, lors de la COP13 de Bali, 2007 (« Plan d'action de Bali »)

Lancement de la Plateforme de Durban (« ADP ») afin d'arriver en 2015 à un accord post-2020 avec TOUS les pays et sans faire nécessairement une distinction entre pays Annexe 1 et non-Annexe 1, afin de traiter le cas des pays émergents (contrairement au dualisme de l'AWG-LCA)

Deal de Durban : OK pour lancement de l'ADP...pour peu qu'un Protocole de Kyoto post-2012 soit adopté à Doha, en clôture de l'AWG-KP



Le « mercato » du Kyoto post-2012



Pays **restant** dans le Protocole de Kyoto post-2012 et **prenant** des engagements contraignants : Union européenne (27 Etats), Australie, Biélorussie, Croatie, Islande, Kazakhstan, Norvège, Suisse, Ukraine

Pays **restant** dans le Protocole de Kyoto post-2012 **sans prendre** d'engagement contraignant : Japon, Fédération de Russie, Nouvelle-Zélande

Pays **sortant** du Protocole de Kyoto post-2012 : **Canada**... Crainte de ne pas pouvoir respecter ses engagements (PK1, 2008-2012 : engagement de -6% ... en réalité : +17,5% !)

Le Canada rejoint donc les **Etats-Unis** dans le club très fermé des pays industrialisés (**Annexe 1** de la Convention climat) n'ayant pas d'engagement contraignant (et donc **hors Annexe B** du Protocole de Kyoto)

SOMMAIRE



1. CONTEXTE : DOHA, LA FIN D'UN CYCLE

2. AWG-KP : DES RESULTATS MITIGES

3. KYOTO POST-2012 : LE COMPTE N'Y EST PAS

4. AWG-LCA : BILAN

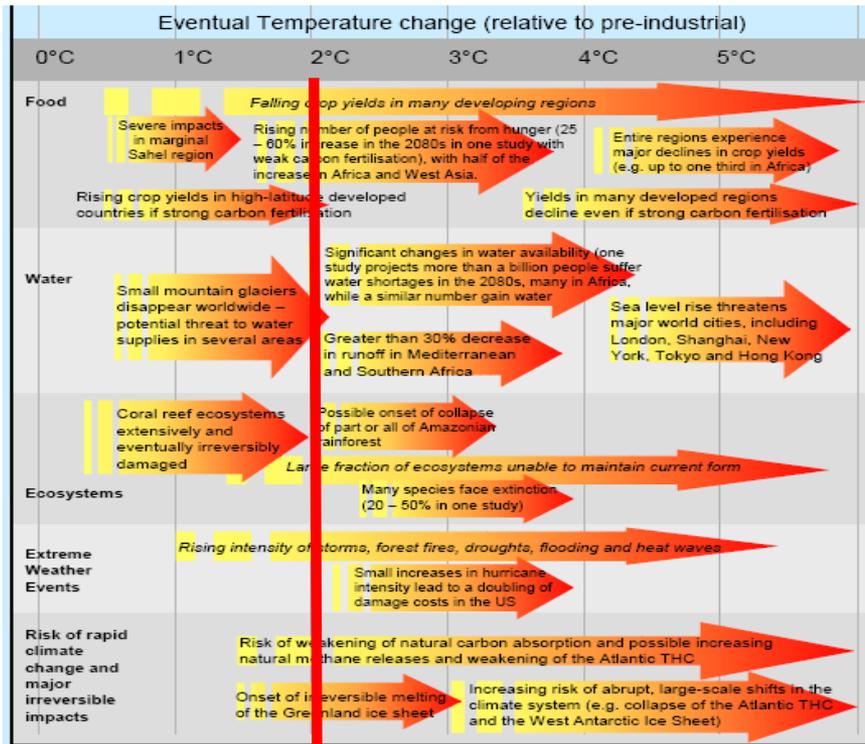
5. ADP : PERSPECTIVES

Un niveau d'ambition faible 1/3



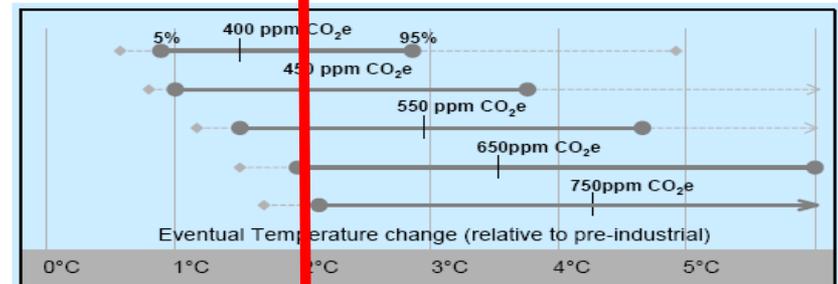
Que dit le 4^{ème} rapport du GIEC, 2007 ?

Si on veut limiter l'augmentation de température à + 2°C, la concentration de GES doit rester sous les 450 ppm



Il faut diminuer les émissions mondiales de -50% d'ici 2050 et de plus de -75% (facteur 4) celles des pays industrialisés

En 2020, les pays industrialisés doivent faire -25 à -40% d'émissions par rapport à 90



Un niveau d'ambition faible 2/3

A Doha : **-18%** en 2020...Loin de la fourchette de **-25% à -40%** !



Pays	Année de référence pour la CP2	Engagement pour la CP2 par rapport à l'année de référence
Australie	2000	-0,5%
Biélorussie	1990	-12%
Croatie¹	1990	-20%
Islande¹	1990	-20%
Kazakhstan	1990	-5%
Liechtenstein	1990	-16%
Monaco	1990	-22%
Norvège	1990	-16%
Suisse	1990	-15,8%
Union Européenne	1990	-20%
Ukraine	1990	-24%
Au global		-18%

¹ Ces pays ont l'intention de réaliser conjointement leur objectifs avec l'Union Européenne

Un niveau d'ambition faible 3/3



... De plus, les -18% par rapport à 1990 sont un **effet d'optique**, car la plupart des pays développés ont déjà beaucoup réduit leurs émissions : **efforts « réels »**, mais aussi **crises économiques** des années **1990** (après la chute du mur de Berlin) et **actuelle** → les efforts « réels » encore à faire sont **bien moindres** que -18%

Ainsi, l'UE, qui a pris un engagement de -20% en 2020 par rapport à 1990, a déjà diminué ses émissions de -18% en 2012... Il ne lui reste donc que **-2%** à faire sur 2013-2020...

Biélorussie et Kazakhstan sont **furieux** d'un amendement de dernière minute (article 3 g) du paragraphe 7 ter) qui **interdit** aux pays la possibilité d'augmenter leurs émissions post-2012 au dessus de leur niveau moyen 2008-2012... **Blocage du SBI** à Bonn en juin 2013 par Féd. de Russie, Biélorussie et Ukraine avec demande d'examen du concept de « **consensus** » !

Le niveau d'ambition est **trop faible** pour espérer rester sous les +2°C... Et au-delà de cette augmentation, le GIEC met en garde contre les risques d'**emballement climatique** (auto-accélération du processus : fonte des pergélisols sibériens, inversion des courants marins, modification de l'albedo sur les pôles, etc.)

SOMMAIRE



1. CONTEXTE : DOHA, LA FIN D'UN CYCLE

2. AWG-KP : DES RESULTATS MITIGES

3. KYOTO POST-2012 : LE COMPTE N'Y EST PAS

4. AWG-LCA : BILAN

5. ADP : PERSPECTIVES

Le pire a été évité



Après l'échec de la Conférence de Copenhague, les conférences de Cancun et Doha en demi-teinte, la Conférence de Doha a permis de prouver que :

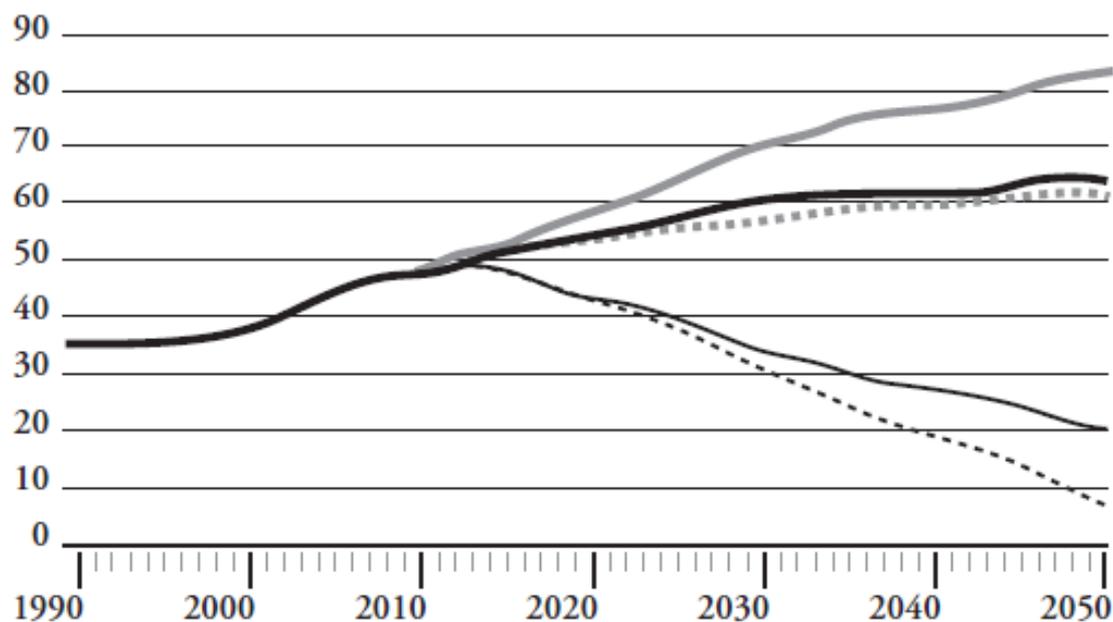
- le Protocole de Kyoto **continue**
- en dépit de la **crise économique...**
- et de l'absence de leadership politique des **USA** sur le sujet...
- et des **renoncements** de certains pays (**Canada**, mais aussi **Japon**, **Nouvelle Zélande**, **Fédération de Russie**)

→ Les conditions d'un **accord post-2020** à conclure en 2015 sont **fragiles**, mais sont toujours là

...Mais le compte n'y est pas 1/2



Émissions globales
de GES
(GTCO₂éq./an)



— Référence
— Engagements internationaux

..... Propositions les plus ambitieuses et politiques nationales qui ne constituent pas encore des engagements internationaux

— Voie indicative pour rester en dessous de 2 °C
- - - Voie pour rester sous 1,5 °C d'ici 2100

...Mais le compte n'y est pas 2/2



1^{ère} période du Protocole de Kyoto, 2008-2012 : 55% des GES mondiaux et -5,2% par rapport à 1990 → Equivalent à **-2,9%** de l'ensemble des GES mondiaux par rapport à 1990

2^{ème} période du Protocole de Kyoto, 2013-2020 : 14% des GES mondiaux (4 fois moins) et -18% par rapport à 1990 → Equivalent à **-2,5%** de l'ensemble des GES mondiaux par rapport à 1990

Conclusion : l'effort de réduction global s'est réduit sur 2013-2020 par rapport à 2008-2012

Les pays industrialisés craignent de **pénaliser** leurs économies encore **majoritairement carbonées** dans un contextes de **crise**, d'autant plus qu'ils ne sont pas sûrs que les autres feront le même effort → on anticipe la **non-coopération** et on aboutit à un **équilibre global sous-optimal** où personne ne s'engage et où tout le monde est **perdant** (effet de serre accru), comme dans le « dilemme du prisonnier », célèbre cas de théorie des jeux

Et la dette climatique s'aggrave...

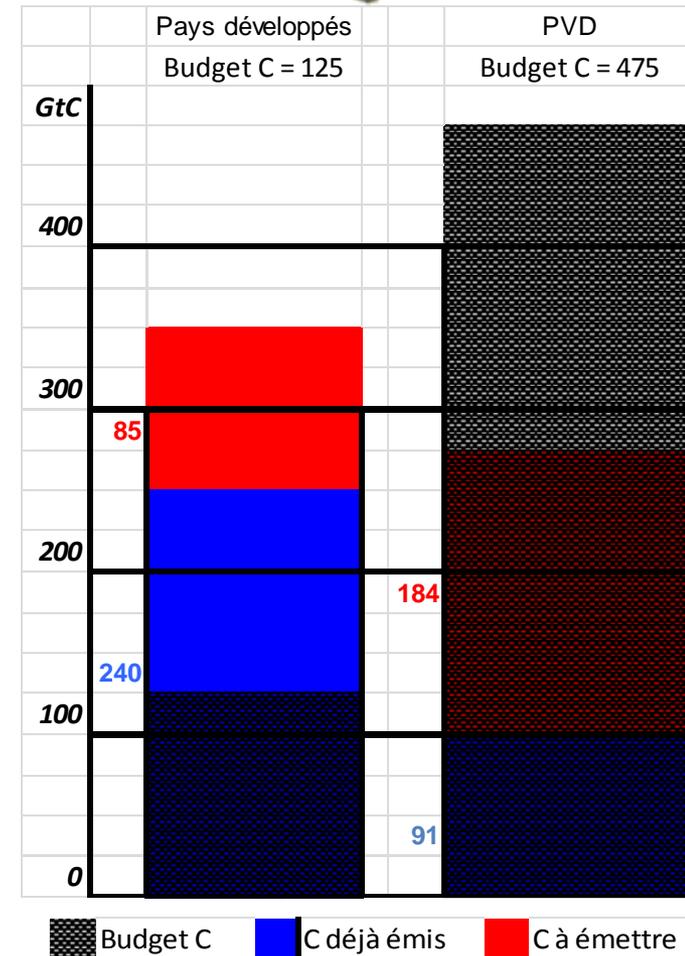


Si l'on considère que (i) tous les pays du monde doivent émettre moins de **600 GtC** en cumulé entre 1800 et 2050 pour que l'on reste sous les $+2^{\circ}\text{C}$ et que (ii) chaque pays a un budget C proportionné à sa population entre 1800 et 2050, alors les **PVD** devraient avoir un budget carbone de **475 GtC** et les pays développés de **125 GtC**.

Or, les pays développés ont **beaucoup plus émis** de GES entre 1800 et 2009 **que les PVD** (240 GtC contre 91 GtC) et plus émis **que leur budget C** (240 GtC contre 125 GtC)...

Même si les pays développés réduisaient leurs émissions de **85% d'ici 2050**, il faudrait quand même que les PVD **renoncent** à une grosse partie de leur budget C : 200 GtC = 475 GtC (budget C total) – 184 GtC (émissions 2009-2050 permises si les pays développés font -85% et si l'on reste sous les 600 GtC) - 91 GtC (émissions 1800-2009)...

→ Ces **200 GtC** sont appelés « **dette climatique** » des pays du Nord à l'égard des pays du Sud.



L'enjeu des négo sur Kyoto post-2012 : l'ambition



Il faut à tout prix un **relèvement du niveau d'ambition** affiché dans Kyoto post-2012 :

- Pour que les pays industrialisés assument leur part de **responsabilités** et fassent **eux-mêmes** des efforts...

- ...Avant de demander aux **pays émergents**, BASIC en premier lieu, d'en faire dans le cadre des négociations **post-2020** menées dans le cadre de la Plateforme de Durban

Les débats à Varsovie sur le relèvement du niveau d'ambition étaient donc **cruciaux** pour la **réussite** de l'ensemble des négociations

SOMMAIRE



1. CONTEXTE : DOHA, LA FIN D'UN CYCLE

2. AWG-KP : DES RESULTATS MITIGES

3. KYOTO POST-2012 : LE COMPTE N'Y EST PAS

4. AWG-LCA : BILAN

5. ADP : PERSPECTIVES

Une clôture difficile de l'AWG-LCA 1/2



AWG-KP : entamé à la COP11 de Montréal (2005). Clôture **non contestée** à Doha : Kyoto post-2012 **imparfait**, mais qui a le mérite d'**exister**

AWG-LCA : entamé à la COP13 de Bali (2007). Clôture **difficile** :

- Texte informel présenté en début de COP par le Qatar : **oppositions marquées**
 - **Pays développés** : **volonté de clôturer** pour se concentrer sur un accord contraignant en 2015 avec **TOUS** les pays, notamment **grands émergents**
 - **Pays en développement** : **crainte de clôturer** et de perdre certains points de négociations, notamment sur les **financements 2012-2020**
 - vendredi 7 déc. : **trop de divergences** pour adopter le texte...mais transmission aux **Ministres**
 - samedi 8 déc. dans la nuit : texte **amendée** avec section sur les **financements 2012-2020** et adopté.
- Clôture de l'AWG-LCA après 24h de **prolongation** du segment ministériel...

Une clôture difficile de l'AWG-LCA 2/2



Texte final avec report des sujets inachevés suite à la clôture de l'AWG-LCA :

Point de négociation du mandat de l'AWG-LCA inachevé à l'issue de la COP18	Entité en charge à partir de 2013
Actions d'atténuation des pays développés	SBSTA
Actions d'atténuation des pays en développement (NAMAs)	SBSTA / SBI (pour le registre)
Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts et gestion des stocks de carbone dans les pays en développement (REDD)	SBSTA
Approches variées d'amélioration et de promotion des actions d'atténuation	SBSTA
Conséquences socio-économiques des mesures de ripostes	SBSTA / SBI
Action renforcée d'adaptation	SBSTA/SBI/
Financement	Comité permanent sur la finance / Fonds Vert pour le Climat
Renforcement des capacités	SBI
Revue de la convention	SBI / SBSTA

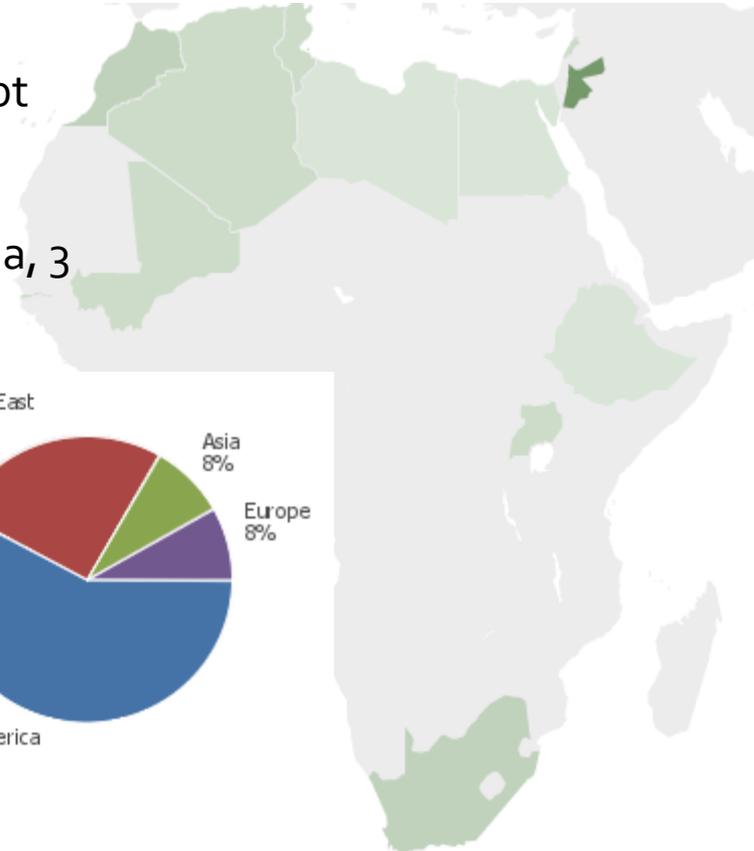
NAMAs : Mesures d'atténuation appropriée à l'échelle nationale 1/3



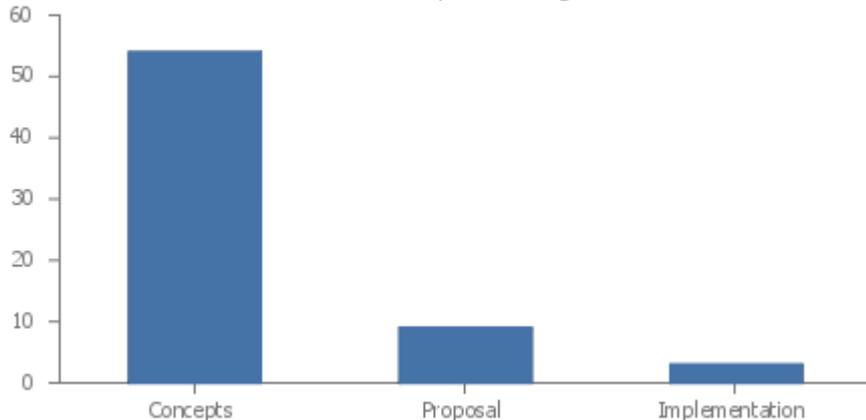
NAMAs : Nationaly Apropriate Mitigation Actions, concept inscrit dans le Plan d'action de Bali, 2007

Mise en œuvre : faible...en octobre 2013 = **72 NAMAs** enregistrés = **3 en œuvre**, 9 en préparation, 54 en concept (+6 au statut inconnu). Cf. <http://namadatabase.org>

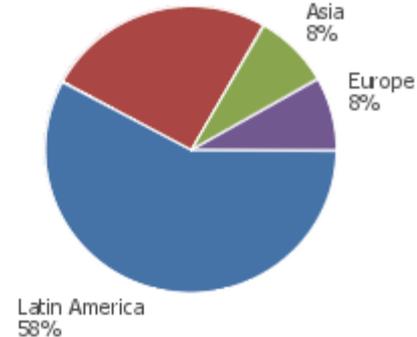
Afrique : 17 = 10 au Maghreb, 1 en Ethiopie, 1 en Ouganda, 3 en Afrique du Sud, **2 au Mali (Energie renouvelable et forêt)**



NAMA development stage



Africa and the Middle East 25%



NAMAs : Mesures d'atténuation appropriée à l'échelle nationale 2/3



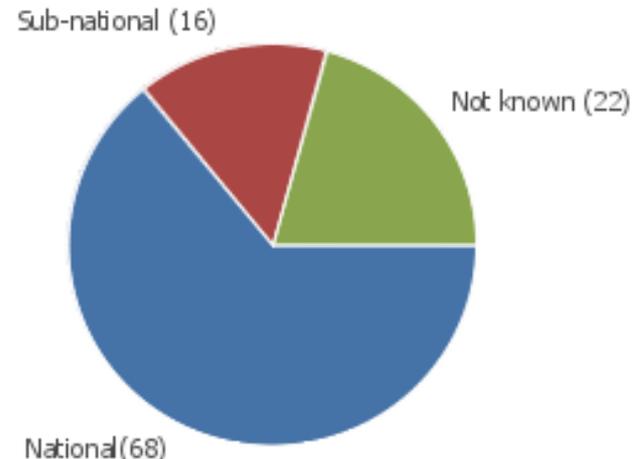
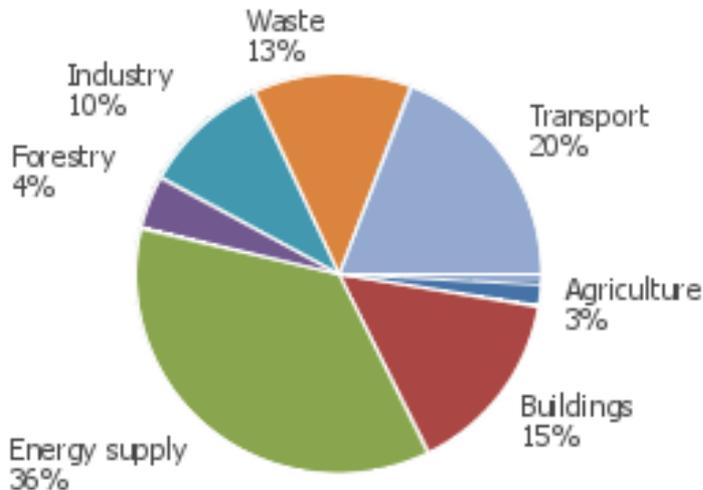
Oct. 2011 à oct. 2012 : passage de 15 à 54 NAMAs = + 300%

Oct. 2012 à oct. 2013 : passage de 54 à 72 = +50%...

→ Stagnation des NAMAs = **perte de confiance** dans les négo et le Fonds vert ?

Domaines : large ; **minorité** sur forêt (4%)
et agriculture (3%)

Echelle : $\frac{3}{4}$ au niveau national



NAMAs : Mesures d'atténuation appropriée à l'échelle nationale 3/3



Enjeux sur les NAMAs :

- **Clarifier le concept** de « NAMA » et fournir des **lignes directrices claires** pour leur élaboration
- **Renforcer les capacités** institutionnelles et organisationnelles pour réussir ces NAMAs
- **Accroître les financements** des pays développés

Faibles avancées à Doha :

- Lancement d'un débat sur le **MRV des NAMAs** en vue d'une Décision à la **COP19** de Varsovie
- Lancement d'un débat sur « **la compréhension de la diversité des NAMAs** » en vue d'une Décision à la **COP20**
- Déploiement en sept. 2013 du **Registre officiel** des NAMAs
- Réitération de l'**invitation** faite aux PVD à **proposer des NAMAs** et aux pays développés de **les financer**.

Transfert de technologie



- COP16 de Cancun, 2010** : Création d'un **mécanisme pour la technologie**, sous la CCNUCC
- **Comité pour la technologie** = branche « **R & D** » = conseils et recommandations
 - **Centre et le réseau des technologies** = branche « **opérationnelle** » = appui aux transferts

- COP17 de Durban, 2011** : débats sur :
- Sélection de l'**hôte du Centre** et le réseau des technologies,
 - Traitement des **droits de propriété intellectuelle**

- COP18 de Doha, 2012** : Décision sur :
- **Hôte** du Centre et le réseau des technologies = **PNUE**, pour 5 ans
 - **Composition du Comité pour la technologie**
- ...Mais rien sur la question des **droits de propriété intellectuelle**

Education, formation, sensibilisation



COP8 de New Delhi, 2002 : Lancement d'un **Programme de travail de 5 ans** sur l'article 6 de la CCNUCC : rôle d'**éducation, formation et sensibilisation du public** par les Parties

COP13 de Bali, 2007 : 1^{ère} prolongation de **5 ans**

COP18 de Doha, 2012 : 2^{ème} prolongation de **8 ans** (jusqu'en 2020) avec **focus** sur :

- **éducation**, notamment des **jeunes** et des **femmes**
- **formation d'experts** (scientifiques, journalistes, enseignants, leaders d'opinion)
- **information large** du public
- **coopération** internationale et régionale sur les **3 Conventions de Rio** (climat, biodiversité, désertification)

En outre : **financements** additionnels du **FEM** aux **pays africains, PMA et AOSIS** pour la mise en œuvre de l'**art. 6**

Adaptation 1/2



COP 7 de Marrakech, 2001 : les **PMA** sont les **plus vulnérables** aux changements climatiques et les **moins capables** d'y faire face

→ Adoption d'un **Programme de travail** avec appui à l'élaboration de **PANA = Plan d'actions national sur l'adaptation**

Objectifs des PANA :

- Renforcement de la capacité d'adaptation par des **actions immédiates et prioritaires**
- **Pas besoin de recherche** : actions doivent se baser sur les **pratiques existantes**.
- **Priorités orientés pour l'action** afin de **communiquer sur les besoins immédiats**

Contenu des PANA:

- Evaluation de la **vulnérabilité**
- Sélection d'une liste de **mesures d'adaptation prioritaires**

Adaptation 2/2



COP16 de Cancun, 2010 : Cadre pour l'adaptation de Cancun, avec élaboration de PAN = Plans d'actions d'adaptation et création d'un Comité pour l'adaptation

Objectifs des PAN : identification de stratégies, politiques et actions d'adaptation de **moyen et long terme**

COP17 de Durban, 2011 : Décision sur les **lignes directrices générales** et travail confié au Groupe d'experts des PMA (**LEG = Least Developed Countries' Expert Group**) pour élaborer des **lignes directrices techniques**.

Pays **CILSS/CEDEAO** : **14/17** ont un PANA (sauf Ghana, Nigeria, RCI), mais **¾** des PANA ont été fait avant le 3^{ème} rapport du GIEC (**2007**)...Utilité de faire des **PAN** avec données récentes

COP18 de Doha, 2012 : **RAS** sur l'adaptation

Mécanisme sur pertes et dommages



COP16 de Cancun, 2010 : Introduction du sujet par l'**AOSIS**, afin de statuer sur les **réparations** des pays du **Nord** à ceux du **Sud** pour les dégâts du changement climatique

COP18 de Doha, 2012 : Fin du programme de 2 ans sur désaccord majeur entre PMA, pour, et USA, contre (crainte d'actions en justice)...

Décision de Doha qui **repousse** le débat à la **COP19** de Varsovie, sur base de **travaux** à mener par le **SBI** :

- rapport technique sur les **pertes « non économiques »**
- rapport sur le **gap** existant entre les **financements actuels** et les **besoins** pour l'adaptation
- atelier d'experts pour évaluer les besoins en **renforcement de capacités**

Pas de clarté sur l'**ancrage** du mécanisme : sous le **Fonds pour l'adaptation**, le **Comité pour l'adaptation**, à part ?

SOMMAIRE



1. CONTEXTE : DOHA, LA FIN D'UN CYCLE

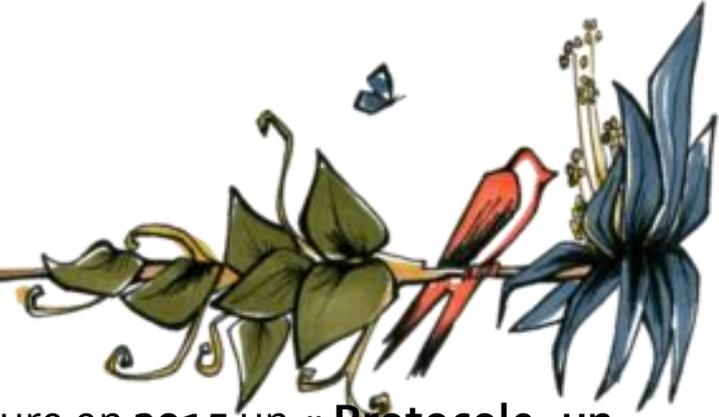
2. AWG-KP : DES RESULTATS MITIGES

3. KYOTO POST-2012 : LE COMPTE N'Y EST PAS

4. AWG-LCA : BILAN

5. ADP : PERSPECTIVES

Programme de travail de l'ADP



COP17 de Durban, 2011 : lancement de l'ADP afin de conclure en **2015** un « **Protocole, un autre instrument légal ou un accord ayant force légale** » avec entrée en vigueur en **2020**

COP18 de Doha, 2012 : officialisation d'un ADP scindé en **2 sous-groupes** :

➔ **#1 = définition et portée du futur Accord** (art. 2 à 6 de la Décision 1/CP.17) :

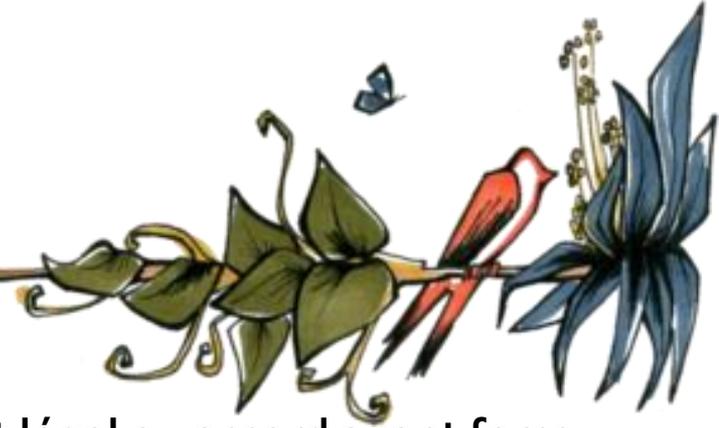
- Place des **principes de la Convention** dans l'Accord (notamment équité et responsabilité commune mais différenciée) ?
- Prise en compte des **circonstances nationales** et de leurs **évolutions** ?
- Mise en place de **mesures incitatives** pour assurer une **participation large** ?

➔ **#2 = niveau d'ambition** (art. 7 et 8 de la Décision 1/CP.17):

- **Renforcement** des promesses de réduction faites dans le **Kyoto post-2012** ?
- Promotion des actions à **fort potentiel** d'atténuation ?

➔ **Décision de Doha sur l'ADP** appelée « **The Doha Gateway** » (**la passerelle climatique**). **Echec à Bonn (juin 2013)** pour officialiser des **Groupes de contact** sur ces 2 sous-groupes.

Lien entre CCNUCC et Accord post-2020



COP17 de Durban, 2011 : le « **Protocole, autre instrument légal ou accord ayant force légale** » sera placé **SOUS la CCNUCC**, comme **amendement** à la CCNUCC

COP18 de Doha, 2012 : Crainte des PVD qu'un **amendement** amène à **modifier** certains articles de la CCNUCC, notamment les articles **1 (définition)**, **2 (objectifs)** et surtout **3 (principes)**, dans lequel figure celui de « **responsabilité commune mais différenciée** »

RAISON : pression des **grands émergents** qui ne veulent pas prendre d'**engagements contraignants** et veulent garder la **dichotomie** actuelle **Annexe 1 / non Annexe 1**

Propositions des PVD d'inclure dans la Décision de Doha sur l'ADP une référence **1/ aux principes de la CCNUCC**, **2/ à la Résolution de Rio+20** (qui mentionne le **principe** de responsabilité commune mais différenciée)

➔ **Décision de Doha sur l'ADP qui mentionne la CCNUCC, mais pas ses Principes, ni Rio+20...**

Dichotomie Annexe 1 / non-Annexe 1 1/2



Actuellement :

Mouvement **top-down** pour les **pays développés inclus dans Kyoto post-2012**

→ Engagements **contraignants** de réductions d'émissions

Mouvement **bottom-up** pour les **autres pays** notamment

1/ **Pays développés non inclus dans Kyoto post-2012** – Etats-Unis, Canada, Fédé. de Russie, Japon, Nlle Zélande et

2/ **Grands émergents du BASIC**

→ Engagements **volontaires** de réductions d'émissions

→ **Conservation de la dichotomie** faite en **1990** entre pays développés (**Annexe 1**) et pays en développement (**non Annexe 1**) et reprise dans le Protocole de Kyoto en **1997**, dans le Plan d'action de Bali en **2007**, dans le Kyoto post-2012 en **2012**

Dichotomie Annexe 1 / non-Annexe 1 2/2



Réalité en 2013 : décollage des pays du **BASIC**, de certains **pays pétroliers du Golfe**, de certaines **pays d'Asie**...

La **répartition** des émissions mondiales a **changé** ! Par ex : la **Chine** est devenu en 2010 le **1^{er} émetteur mondial**, avant les **Etats-Unis** !

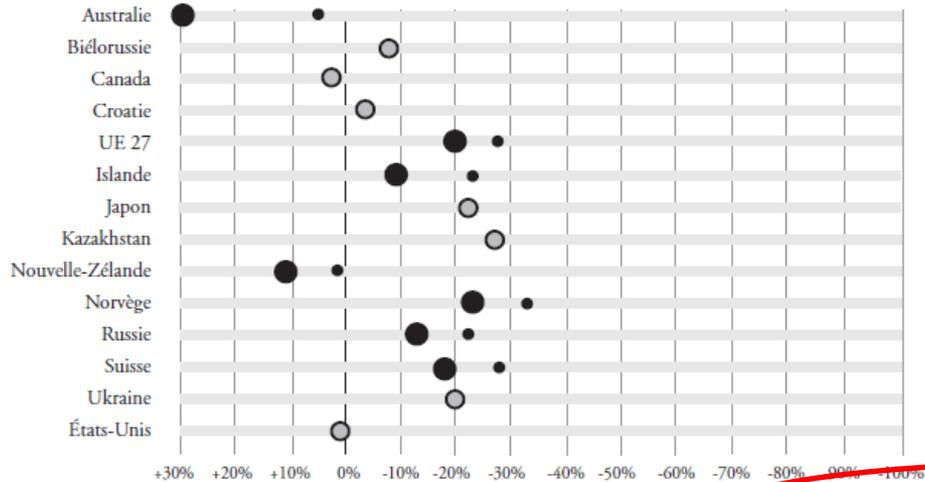
→ **Crispation** sur ce sujet **Annexe 1 / non-Annexe 1** dans le cadre de l'ADP :

- **Pays développés** : certains **se retirent** du Kyoto post-2012 (Nlle Zélande, Canada, etc.) car celui-ci ne couvre qu'une **faible partie** des émissions mondiales
- **Grands émergents** : ils veulent maintenir l'unité du **G77+Chine** coûte que coûte et **pressent** les pays développés de faire des efforts, au nom de leur **responsabilité historique**
- **PMA** : ils se focalisent sur leurs **enjeux propres**, **adaptation**, **financement**, **mécanisme pertes et dommages**...et s'impliquent **moins** sur les enjeux de l'**atténuation**.

Mais déjà quelques engagements volontaires



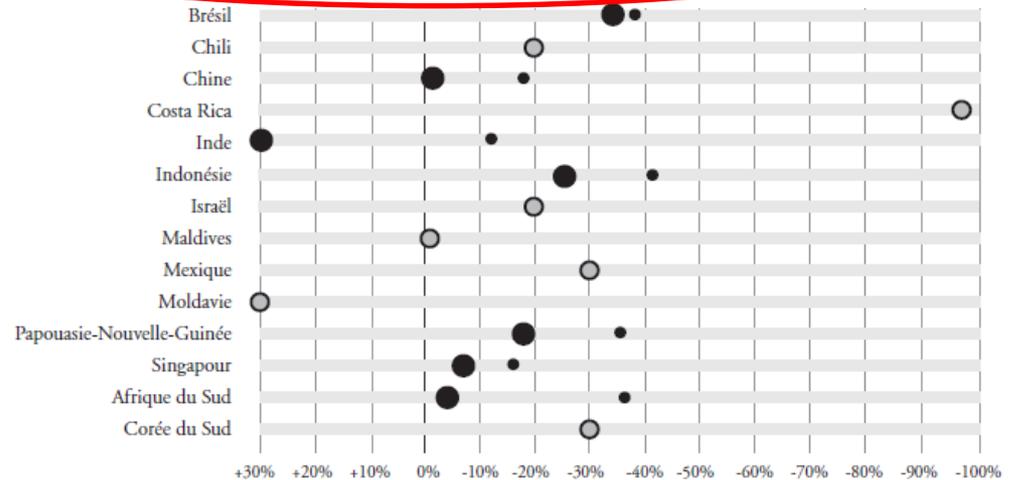
PAYS DÉVELOPPÉS Objectifs de réduction des GES par rapport à 1990 (incluant les crédits de la foresterie)



- Objectif conditionnel de réduction des GES
- Objectif actuel de réduction des GES
- Objectif actuel et conditionnel de réduction des GES

Source : Climate Action Tracker/Ecofys / Climate Analytics / PIK, 2012.

PAYS EN DÉVELOPPEMENT Objectifs de réduction des GES par rapport au CNA



Tirer les leçons de Kyoto



1997 : une négociation à l'aveugle ! :

- En **1997**, seule la délégation étasunienne avait des **ordinateurs** et avait fait des **simulations**
- La plupart des pays **ne connaissaient** par leurs **marges de manœuvre**, ni celles des autres
- Négociations **extrêmement dures**, avec alignement « **optique** ». Par ex : -8% pour UE, -7% pour USA, -6% pour Japon...alors que les USA émettaient 2 x plus par habitant que Japon !

2015 : **objectiver** les notions d' « **équité** », de « **responsabilité commune mais différenciée** », de « **grands émergents** » ?

➔ Premier pas avec la proposition **russe** faite à Doha d'amender l'**art. 4.2** de la CCNUCC et de **revoir périodiquement la liste des Annexe I**



SalvaTerra
Bureau d'études en environnement, forêt
agriculture et développement rural
6 rue de Panama
75018 Paris | France
Email : info@salvaterra.fr
Tel : +33 6 66 49 95 31
www.salvaterra.fr

Merci pour votre aimable attention !

